

Groupes de travail :

Produire, coproduire, accueillir
Stabiliser et développer l'emploi culturel
Subventions, mécénat, recettes propres
Culture et développement économique

Fiche de synthèse : le secteur culturel et les dispositifs d'emploi et d'insertion professionnelle.

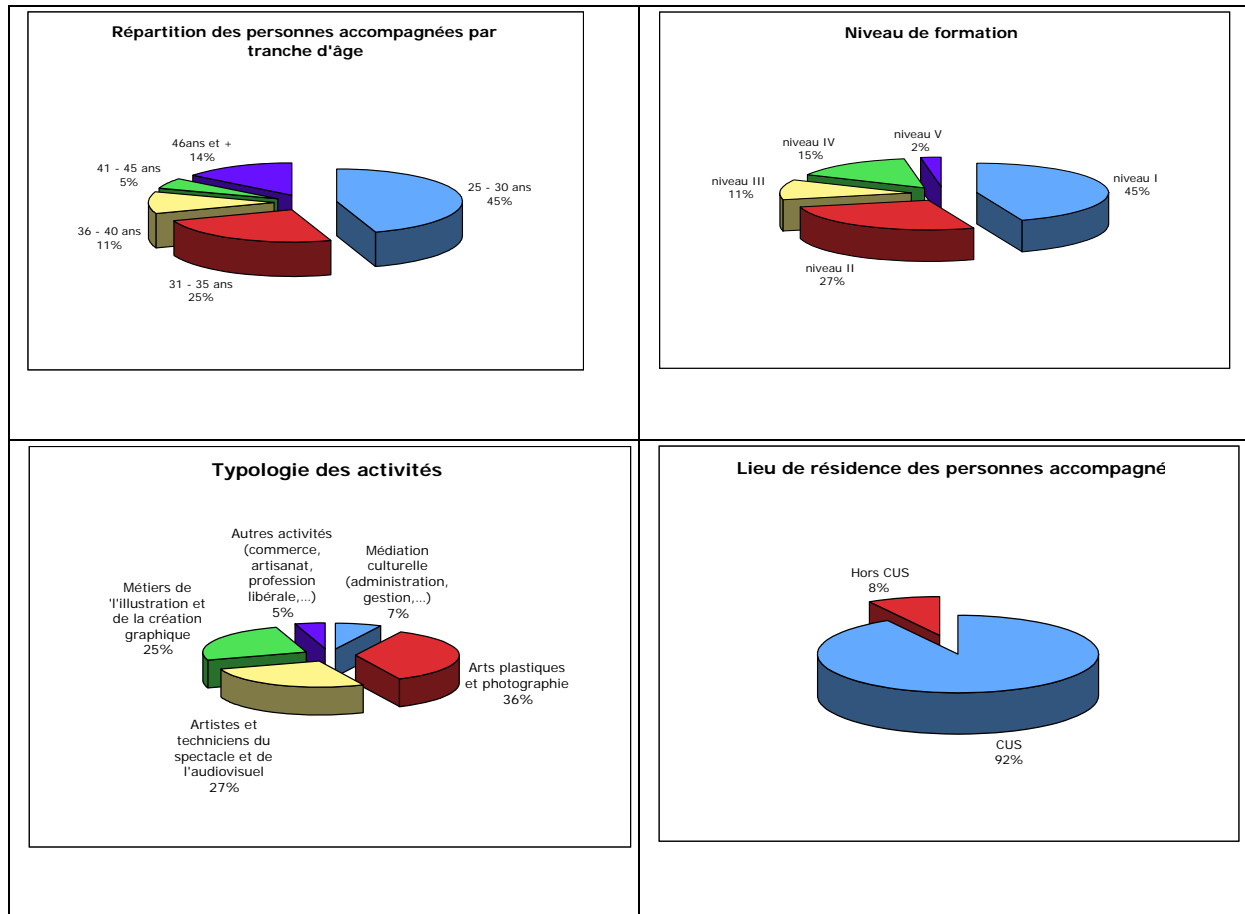
L'emploi dans les professions artistiques et culturelles a connu en France une forte croissance tout au long des deux dernières décennies (augmentation continue de ses effectifs selon les chiffres de l'INSEE). Mais cette croissance est en même temps celle qui présente les plus grands déséquilibres : précarité, 1 salarié sur 3 exerce sa profession dans le cadre d'un CDD, fragmentation des périodes d'emploi,... Cette expansion fait par ailleurs apparaître une nouvelle configuration de l'emploi, désormais déployé sur l'ensemble du territoire national (mouvement largement marqué par la déconcentration de l'offre et par une dynamique d'investissement de l'ensemble des collectivités dans la culture, particulièrement des villes). Il est donc naturel de voir arriver ces problématiques sur l'agenda des capitales régionales.

Le territoire strasbourgeois compte un nombre important de bénéficiaires des minimas sociaux qui déclarent développer des projets dans le domaine artistique ou culturel. A ce titre, la Commission Locale d'Insertion a entrepris une réflexion sur les artistes bénéficiaires du RMI/RSA. Cette population (tout au moins celle accueillie par l'OGACA – annuellement elle représente près de 170 personnes sur une population qui peut être évaluée à 350 personnes) est marquée par les caractéristiques suivantes : une surreprésentation des diplômés de l'enseignement supérieur (45% des 170 bénéficiaires accueillis par l'OGACA ont une formation de niveau I, 27% ont une formation de niveau II). Une corrélation forte s'établit entre allongement de la période de formation et inscription dans des démarches d'insertion. De ce point de vue, les minima sociaux, les allocations chômage apparaissent de plus en plus comme des revenus de compensation permettant à l'artiste de suppléer à l'incertitude constitutive de son activité (l'activité y est allouée, au mieux, par contrats courts, par fragmentation ; au début de son entrée dans la profession, un artiste est confronté à une relative vulnérabilité de son activité). Caractéristiques :

- une population souvent titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur,
- une entrée dans le dispositif du RMI vécue comme une période transitoire,
- un revenu minimum perçu, non comme un revenu de remplacement mais comme un revenu de compensation, lié à la faiblesse des gains tirés de l'activité artistique,
- l'exercice d'une activité à vocation professionnelle, pas nécessairement envisagée comme lucrative (entreprenariat non capitaliste).

Cette surreprésentation des prétendants aux professions artistiques et culturelles renvoie à l'effet d'attractivité qu'exerce et que représente une grande agglomération pour les activités artistiques (du fait de la présence d'écoles d'art, d'universités (UFR Arts Plastiques, formations diplômantes de niveau licence à Bac + 5), du fait également de la présence de nombreux lieux de diffusion, d'un dynamisme culturel). De ce point de vue, la situation d'un artiste est d'autant plus difficile à envisager en-dehors d'une grande agglomération qui offre, en dépit d'une concurrence

exacerbée, de nombreuses opportunités d'emploi et d'activité. Cette surreprésentation est également significative du choix d'une activité artistique comme mode d'insertion professionnelle (il existe une très forte corrélation entre choix d'une activité, lieu de résidence, situation sociale et génération des artistes). N'oublions pas que les difficultés d'insertion ou la précarité de ce secteur est essentiellement liée à la nature des activités ou des projets d'activité, du fait des processus spécifiques de valorisation économique et des conditions toujours plus difficiles d'entrée dans les professions pour les jeunes artistes et techniciens du spectacle et de l'audiovisuel comme pour les sortants d'écoles d'art.



Par ailleurs, les professions artistiques entretiennent un rapport complexe entre salariat et non salariat (indépendance). En effet, à côté des professions traditionnellement marquées par un statut d'activité indépendant (plasticiens, illustrateurs) existent des professions qui, jusque-là exercées majoritairement dans le cadre du salariat sont venues rejoindre les rangs des indépendants (selon une dynamique d'externalisation : graphiste, photographe). Cette externalisation est favorisée par l'existence d'un régime spécifique de sécurité sociale des artistes auteurs qui assure à ceux qui sont reconnus professionnels un niveau de protection sociale comparable à celui des salariés. Ainsi, le passage à l'indépendance dans les professions artistiques s'est largement appuyé sur l'extension des droits sociaux aux artistes.

Ces éléments confirment l'analyse de R. MOULIN : la valorisation de la création artistique est fortement soumise au règne de l'incertitude, surtout durant les premières années et au début de la carrière des artistes. Avant d'accéder à l'échange marchand, un jeune artiste aura comme souci premier de « se faire connaître ». A ce titre, il évolue dans un premier temps dans ce qu'on reconnaît comme une dimension symbolique de l'économie. Ainsi, le fait d'évoluer essentiellement dans la

dimension symbolique de l'économie en début de carrière peut être considéré comme un investissement. Dans la mesure où cet investissement repose sur l'espoir d'une conversion de ce capital symbolique en capital économique, il y a donc possibilité, sur la base d'une autonomie financière, d'une insertion dans le champ de l'art et du social. Tout le travail d'accompagnement que nous menons à l'OGACA consiste dès lors à favoriser cette conversion en expliquant les processus spécifiques à l'œuvre dans le champ de la création. Il en est de même du reste pour les professions du spectacle où l'entrée en activité des jeunes est rendue plus complexe aujourd'hui du fait de la réforme de l'intermittence qui frappe en priorité les jeunes disposant de peu d'expérience professionnelle, de moindres garanties quant aux possibilités de contrats, garanties fortement corrélées au réseau d'appuis dont ils disposent.

Acteurs concernés :

DRAC, OGACA, Coopérative ARTENRÉEL, Pôle Emploi, ainsi qu'un certain nombre d'opérateurs culturels engagés dans une démarche de soutien à la jeune création, au nombre desquels on peut citer pêle-mêle : Syndicat Potentiel, Accélérateur de Particules/Apollonia, Chambre à Part, Stimultania, OKUP, CEEAC, pour ce qui est des Arts Visuels ainsi que des lieux et des jeunes compagnies qui remplissent une fonction de laboratoire : La Semencerie, le Molodoï, les Bâtisseurs d'Instants/Maquis'Arts. A souligner également l'importance de l'accompagnement qu'assure la presse culturelle (presse magazine et web), notamment à travers Novo, Zut, Plan Neuf (et dans une moindre mesure la lettre d'information culturelle – culture info), du point de vue notamment du relais, de la prescription et de la diffusion de l'information auprès du grand public (voir la manière dont la ville de Nantes a soutenu, indirectement, ce secteur de la presse culturelle, afin de compléter le schéma). L'ensemble de ces opérateurs représente les chaînons ce qu'on pourrait appeler un milieu, une filière, un écosystème.

Contexte régional, national et international : Partenaires, réseaux, collaborations et comparaisons

Les tensions (difficulté, compte tenu des situations de fragilité économique, de penser le développement des structures,...) dans lesquelles se retrouvent les structures les empêchent bien souvent de construire des partenariats durables, notamment au niveau international (la priorité étant bien souvent à la survie, plus qu'aux projets et échanges internationaux à construire). Cette situation maintient ces structures dans un état de sous-développement du point de vue des réseaux et du rayonnement. Rares sont les structures, collectifs à avoir pu construire des partenariats au niveau européen et international, et ce en dépit de la situation géographique extrêmement favorable dans laquelle pourtant nous nous trouvons à Strasbourg. Cette capacité à rayonner constitue pourtant un élément primordial de l'attractivité et de l'image de dynamisme culturel que peut véhiculer la ville et la région.

Diagnostic : forces et faiblesses, opportunités, risques.

Dynamisme évident du secteur, marqué cependant par des situations de fragilité économique (rendant problématique leur développement optimal).

Des mesures d'aide à l'emploi globalement inadaptées aux exigences du secteur (des fonctions salariées qui nécessitent un haut degré de qualification, mais les capacités financières des organismes ne permettent pas de recruter ou de conserver, au-delà des étapes « aides à l'emploi », des salariés sur le long terme – problème de turn over).

Une absence flagrante d'infrastructures et d'équipements permettant des transitions douces entre temps de formation, création et diffusion (lieux de production et de création) et une absence de volonté visant à faire de la culture un élément moteur du développement territorial.

Des secteurs de pointe ou d'excellence (comme l'illustration, l'édition...) qui manquent d'un accompagnement public fort et qui risquent de choisir l'exil (incapacité à soutenir et développer une filière : absence d'effet d'opportunité pour l'édition qui compromet par exemple le développement optimal de la filière illustration/édition). Un certain nombre d'associations sont nées qui suppléent à ce manque : le GRILL, groupement des illustrateurs fait un travail exemplaire d'organisation du secteur. L'association a travaillé à la mise en place d'un programme de formation (formations à la maîtrise de la chaîne graphique, maîtrise de l'environnement juridique) ainsi qu'à la mise en place de consultations juridiques pour les illustrateurs. D'autres projets de grande qualité accompagnent ce mouvement de manière convergente : Belles Illustrations Magazine, Ecarquillettes, Le Poulpe Multipotent, Le Radoté,... Des collectifs d'illustrateurs organisent leur développement (présence sur les grands moments professionnels du secteur : salons du livre, festival de BD,...). Projet Animaliter de la Ville de Strasbourg, volonté marquée de la BMS/Médiathèque de soutenir l'illustration.

Idem pour les arts plastiques : les rares lieux de diffusion ne peuvent faire autrement que de soutenir à bout de bras des artistes qui auraient besoin d'un accompagnement plus structuré, sur un temps plus long et sur des étapes à articuler en vue du développement de leur carrière et de leur parcours. Des artistes qui risquent d'être conduits à abandonner leur activité (ou à être contraints à une activité support réduisant leur disponibilité) ou à quitter la région pour espérer développer leur carrière (un nombre non négligeable d'artistes font le choix de partir pour des villes comme Berlin, Bruxelles, Paris, Marseille, voire Lyon). Une situation qui rend inopportun le choix de développer des projets économiques : commerce d'art contemporain. Des vides (poches anaérobiques) se forment entre secteur non marchand et secteur marchand, éléments qu'on peut noter si l'on est attentif à l'absence de « galeries jeune création » strasbourgeoise sur la foire d'art contemporain « St 'Art ».